



A Paris, le 07 février 2020

A l'attention de  
Monsieur Nicolas BONNET OULADJ  
Président du Groupe Communiste – Front de Gauche  
Monsieur Rémi FERAUD  
Président du Groupe Socialiste et apparentés  
Léa FILOCHE et Yves CONTASSOT  
Coprésident-e-s du Groupe Génération-s  
David BELLIARD  
Président du Groupe Ecologiste de Paris

**Objet : Lettre ouverte demande de rencontre urgente**

Mesdames et Messieurs les Président-e-s de Groupe de la Majorité Municipale Parisienne,

Vous avez présenté un vœu lors du Conseil de Paris des 3 et 4 février 2020 et le Conseil de Paris a voté ce vœu affirmant son soutien à la mobilisation contre le projet de réforme des retraites.

Ce vœu répondait à une lettre ouverte d'une Intersyndicale de la ville de Paris, vous avez omis de préciser que notre Organisation Syndicale vous a alerté sur ce même sujet et qu'elle a déposé deux préavis de grève sur cette revendication ; un premier préavis du 5 décembre 2019 au 6 janvier 2020 et un deuxième du 6 janvier au 1<sup>er</sup> avril 2020. Le Comité des Syndicats CGT ville de Paris a lui aussi déposé un préavis de grève sur cette même revendication.

Il n'est jamais trop tard pour apporter son soutien à cette mobilisation historique contre le projet de réforme des retraites commencée le 5 décembre 2019 et nous saluons votre soutien.

Au-delà de ce vœu, les actes à la Mairie de Paris sont tout autre !

Depuis le 5 décembre 2019, les personnels de la DPE sont mobilisés contre cette réforme, pour l'abrogation de la loi de transformation des Services Publics et pour la réintégration de Christian GARNIER et Jean Jacques PICOT deux conducteurs de la ville de Paris licenciés pour avoir participé à une action syndicale CGT interprofessionnelle contre la politique gouvernementale.

Ces mêmes personnels avec l'appui de notre Syndicat CGT FTDNEEA participent à toutes les manifestations, mènent différentes actions et plus particulièrement le blocage des garages de la Section de Moyens Mécaniques (SMM) du Service Technique de la Propreté de Paris (STPP) de la Direction de la Propreté de Paris (DPE).

Les blocages des garages se passent à peu près bien malgré la présence des forces de l'ordre mais qui ont utilisé la force dans bien des cas pour dégager les blocages.

Le Centre de traitement des déchets d'Ivry Bruneseau (IP 13) a été occupé pendant 24h00 du 15 au 16 janvier 2020 par une action CGT interprofessionnelle dont notre Syndicat faisait partie.

Nous avons été délogés de cette occupation à coups de matraques, de gaz lacrymogène et il y a eu deux arrestations un étudiant et un Eboueur de la Ville de Paris syndiqué CGT FTDNEEA, ils seront convoqués ultérieurement devant la justice.

Depuis le vote de votre vœu, la Direction de la DPE accélère la répression, l'entrave syndicale et plus particulièrement contre notre Organisation Syndicale, nos délégués, nos représentants élus et mandatés dans les instances.

Cette accélération se fait en demandant les noms et le lieu d'affectation des grévistes, en empêchant nos représentants de discuter avec les personnels, en interdisant nos élus et mandatés de rentrer dans les sites de la DPE.

Ce jour, un délégué CGT FTDNEEA (Lassana TRAORE) Conducteur de la ville de Paris, visé par sa hiérarchie, a été arrêté parce qu'il participait à une chaîne humaine bloquant le garage d'Aubervilliers. Une chercheuse au CNRS participant à ce blocage a aussi fait les frais d'une arrestation. Ils sont tous deux en garde à vue actuellement au commissariat d'Aubervilliers.

Ce même jour, dans le même garage Madame Valérie WIART Adjointe au Chef de la SMM a tenu une assemblée générale au nom de son chef et du Directeur de la DPE en menaçant les personnels d'une privatisation à plus ou moins long terme, accuse les grévistes, notre Organisation Syndicale d'être responsable de cette future privatisation. Elle a affirmé que la DPE avait donné l'ordre que nos représentants CGT FTDNEEA n'avaient plus le droit de rentrer sur tous les sites de la DPE. Ces menaces et cette dernière affirmation ont déjà été proférées par le Directeur de la DPE Olivier FRAISSEIX au début de la semaine dans le garage Ivry Victor Hugo.

Après avoir affirmé que nos deux Camarades Christian GARNIER et Jean Jacques PICOT avaient participé à une action terroriste, notre Syndicat CGT FTDNEEA serait-il considéré comme une organisation terroriste ?

Nous vous demandons de nous recevoir de toute urgence sur l'ensemble de nos revendications.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les Président-e-s de Groupe de la Majorité Municipale Parisienne, notre parfaite considération.

Copie à Monsieur Paul SIMONDON Maire Adjoint chargé de la Propreté de Paris et à Madame Célia BLAUDEL Maire Adjointe chargée de l'Assainissement

Pour le Syndicat CGT FTDNEEA  
Le Secrétaire Général  
Régis VIECELI